

RTP 575p

Collection de l'Action Nationale



L'UKRAINE

DEPUIS L'ARMISTICE

PAR

V. VICTOROFF-TOPOROFF

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION NATIONALE*
18, Rue Duphot, 18

1919

575p

RTP

Bibliothèque Maison de l'Orient



129570

Notre Programme d'Action

La guerre a surpris l'Action Nationale en plein travail d'élaboration. Nous avons réussi, non sans peine, à constituer ici un foyer d'études, d'enquêtes, de recherches, dont l'objet unique était de contribuer à la sauvegarde et à l'accroissement des forces françaises. Autour de notre foyer s'étaient peu à peu réunis les hommes les plus avertis, ceux qui pensaient déjà que l'action politique ne devait pas absorber toutes les énergies de la nation. Des courants nouveaux pénétraient l'opinion et la transformaient. L'heure n'était déjà plus aux controverses médiocres, aux négations stériles. A côté des anciennes questions politiques surgissaient d'autres questions, d'ordre plus réaliste, plus strictement économique. Nous voulions, dès lors, dans le cadre de nos institutions démocratiques, poursuivre le développement harmonieux de la puissance et de la richesse de la France. « Nous essayons — écrivait notre directeur, M. T. Steeg — nous essayons ici de provoquer l'expression des tendances positives et réformatrices dont il semble que notre démocratie soit plus ou moins profondément et obscurément travaillée. » Justice sociale, prospérité économique : telle était la devise qui éclairait notre tâche. Et voici les moyens par lesquels nous tentions de la mener à bien : nous recherchions les problèmes ayant trait aux grands intérêts vitaux du pays (réformes militaires, réformes navales, action diplomatique, action parlementaire, équilibre social, progrès industriel, justice fiscale, question de la dépopulation, industrialisation et démocratisation complète des services publics) et à la meilleure utilisation de ses forces matérielles et morales (mines, finances, exploitation coloniale, expansion de l'université française et de l'art français à l'étranger). Nous étudions les données de chaque problème, nous indiquions et souvent déterminions les solutions ou les réformes qu'il comportait, sans autre préoccupation que de dégager impartialement l'intérêt général. Nous prenions ou suscitions les initiatives propres à hâter la réalisation pratique des réformes étudiées. Aussi pouvons-nous dire qu'il n'est pas un problème essentiel de l'activité de notre pays qui n'ait été étudié dans cette Revue, et étudié au seul point de vue de la défense et de la grandeur nationales. L'opinion a pu en être saisie à temps, et bien des réalisations parlementaires ont couronné nos efforts. Et quand la menace allemande commença à se préciser, quand aucun doute ne fut plus permis sur le destin que pouvaient nous réserver les plans de l'impérialisme ennemi, nous n'hésitâmes pas à heurter les illusions d'un pacifisme trop confiant et à dénoncer, comme il convenait, la trahison préméditée de la social-démocratie d'outre-Rhin qui, le 4 août 1914, devait se révéler dans toute son atroce réalité. L'étude implacable de M. Charles Adler, qui reprend dès aujourd'hui sa place parmi nous, a eu, on s'en souvient, un profond et salutaire retentissement.

Après trois ans de guerre, notre travail d'élaboration reprend à nouveau. Il s'imprégnera davantage encore de son programme d'action, qui reste le même dans ses grandes lignes mais qui s'élargit singulièrement grâce aux problèmes impérieux de la guerre même et surtout de l'après-guerre.

A une heure si grave, où les tâches les plus urgentes s'imposent à notre patriotisme, où toutes les énergies du pays se tendent en un suprême effort pour abattre l'adversaire, l'Action Nationale a la bonne fortune de disposer de tout un outillage moral, de ces éléments de discernement et d'information qui ont montré leur valeur et auxquels elle aura de nouveau recours. Ses méthodes, hier nouvelles, ont été mises à l'épreuve par la guerre qui a révélé ce dont est capable l'initiative française, quand elle est un acte de libre décision, quand elle est bien orientée et exactement renseignée. Méthodes qui s'adapteront mieux encore aux progrès industriels et administratifs en train d'être réalisés depuis trois ans ; méthodes qui réclament une action rapide et immédiate, des données claires, le souci vigilant des intérêts nationaux.

Nous renouons donc notre lien avec l'opinion qui guide notre démocratie. Pour que celle-ci vive et se développe, il faut d'abord qu'elle sache avec vigueur conduire la guerre au terme souhaité ; qu'en même temps, elle prépare l'œuvre de reconstitution nationale que, sans cesse, elle contribue à accroître l'autorité morale de la France dans le monde.

L'UKRAINE

DEPUIS L'ARMISTICE

(NOVEMBRE 1918 - AVRIL 1919)

Combien de problèmes la Russie n'a-t-elle pas à résoudre aujourd'hui ? Elle doit fixer son attitude entre l'Allemagne et l'Entente, prévoir vers qui l'orienteront ses relations commerciales, chercher sous quelle forme elle s'adaptera au régime démocratique, résoudre la question agraire. Elle doit aussi choisir entre l'organisation d'un Etat centralisé ou fédéraliste. Dans un pays qui contient tant de populations allogènes, et qui est, de plus, si vaste et si peu dense, la forme d'Etat fédéraliste paraît indiquée. « La Russie unie » est le mot d'ordre de tous les patriotes russes, mais cela n'exclut pas une large autonomie locale. En attendant, la Russie se décompose, et, en plusieurs régions, ce n'est plus d'autonomie qu'il s'agit, mais de séparatisme et d'indépendance. Ces régions ont à faire face, chacune pour son compte, à tous les problèmes. Chacune a son histoire distincte.

L'histoire de l'Ukraine est particulièrement intéressante à cause de l'étendue et de la richesse du pays, notamment de sa richesse en céréales, et à cause de sa situation géographique : les blés et le passage vers le Caucase et la Caspienne ont déterminé la politique allemande à l'égard de l'Ukraine. Elle est intéressante aussi, parce que les Ukrainiens ne sont pas des allogènes, et cette question se pose, pourtant : Faut-il les considérer comme formant une unité nationale distincte ?

En mars 1917, pendant le premier mois de la révolution, les Ukrainiens prirent part à la joie générale et ne songeaient qu'à une action commune pour la démocratie. Mais, dès le second mois, un petit groupe se forma, qui mena une active propagande et demanda au gouvernement provisoire la reconnaissance de l'autonomie ukrainienne et la création d'un Secrétariat d'Etat pour les affaires ukrainiennes. La Rada ukrainienne subit l'influence de ce groupe, et comme le gouvernement provisoire estimait que la question de l'autonomie devait être réservée à la Constituante, la Rada proclama l'autonomie le 24 juin. Le gouvernement provisoire consentit alors à créer le Secrétariat d'Etat ukrainien, dont Vinnitchenko prit la direction, puis fut amené à conclure avec la Rada une convention qui encouragea encore les forces centrifuges. On glissait de plus en plus à la séparation.

C'était là, d'ailleurs, un mouvement factice. L'opinion désirait l'autonomie dans une Russie unie, car un congrès pan-ukrainien des délégués des paysans qui se tint à Kiev du 15 au 17 septembre 1917 se prononça en ce sens.

Mais pour les dirigeants de la politique ukrainienne, l'idée fédéraliste n'était qu'un moyen d'arriver à l'indépendance. Ils voulaient même propager le mouvement parmi les autres nationalités de la Russie et le 21 septembre, sur l'initiative de la Rada, fut tenu à Kiev, sous la présidence du professeur Hruchevski, un congrès des représentants des Ukrainiens, des Tatars, des Géorgiens, des Cosaques du Don, des Lithuanais, des Juifs et des Lettons, qui vota la résolution suivante :

« La Russie doit devenir une république démocratique fédérative, un conseil des nationalités doit être adjoint au gouvernement provisoire, la délégation russe à la future Conférence de la paix devra comprendre en particulier des représentants des nationalités directement intéressées, l'armée russe doit être réorganisée sur des bases nationales. Enfin, on doit convoquer des assemblées législatives nationales, en vue de régler les rapports des membres de la fédération avec les organes centraux. »

A ce moment, à Petrograd, les bolcheviks parlaient déjà,

ouvertement du coup d'Etat qu'ils préparaient. L'Ukraine avait contribué pour sa part à affaiblir le gouvernement provisoire, qui fut renversé le 7 novembre. Aussitôt, la Rada publia un « universal », proclamant la république indépendante en Ukraine, dont le premier président fut Golubovitch (20 novembre).

Deux dangers menaçaient l'Ukraine : l'expansion du bolchevisme et l'invasion allemande. A vrai dire, les paysans ukrainiens ne manifestaient pas de tendances bolchevistes, et une première tentative de soulèvement des ouvriers de Kiev fut aisément réprimée. Golubovitch s'entendit pourtant avec les empires centraux pour la lutte contre le bolchevisme, et comme le mouvement s'étendait, le gouvernement ukrainien demanda une représentation particulière aux pourparlers de paix, ce qui fut accepté par les Allemands et même admis le 10 janvier par Trotsky. Cependant, un congrès pan-ukrainien des soviets d'ouvriers et de soldats, réunis à un certain nombre de délégués paysans, tenu à Kharkov le 26 décembre, avait élu un Comité central, et cet embryon de gouvernement soviétique envoya le 28 janvier des délégués à Brest-Litovsk, qui déclarèrent, d'accord avec Trotsky, que le secrétariat général ne représentait pas toute l'Ukraine. Le premier traité de paix séparée fut toutefois signé entre les empires centraux et le gouvernement de Golubovitch (9 février), au moment même où la poussée bolcheviste l'ébranlait. Golubovitch et la Rada furent obligés de se transporter à Jitomir (12 février) et appelèrent à leur secours l'Allemagne et l'Autriche, dont les troupes envahirent l'Ukraine le 1^{er} mars. Golubovitch, rentré à Kiev, adressa un télégramme de remerciements au chancelier allemand.

Les Allemands avaient eu hâte de traiter avec l'Ukraine, où ils espéraient se ravitailler. Une clause de la paix leur promettait 36 millions de pouds de blé (576.000 tonnes) avant la récolte suivante. (1) Ils provoquèrent un mécontentement

(1) Les Allemands ont dû occuper tout le pays, et mettre des garnisons, notamment, dans toutes les stations de chemins de fer, surveiller les ponts et les moulins. On estime qu'ils furent obligés d'y employer de 5 à 600.000 hommes. Un grand nombre d'officiers furent tués par les paysans ukrainiens

tement général de la population par une politique favorable aux grands propriétaires et aux habitants des villes, et surtout par leurs réquisitions. Le gouvernement ukrainien devint par là très impopulaire, et le revirement d'opinion amena les paysans à souhaiter un rapprochement avec la Russie, même soviétiste. Golubovitch démissionna et fut remplacé par Dorochenko, fédéraliste (qui pourtant avait travaillé avec Vinnitchenko), et des négociations furent entamées avec le gouvernement des Soviets. Elles traînèrent en longueur, si bien que la population, qui souffrait de l'anarchie gouvernementale et de l'oppression allemande, fut disposée à accepter un gouvernement fort. On se groupa autour de Skoropadski, et un congrès de propriétaires, réuni à Kiev, le proclama hetman (avril 1918). Cette nomination avait été favorisée par les Allemands, à qui elle était très avantageuse.

L'HETMAN ET SON ENTOURAGE.

L'hetman était un mégalomane d'une parfaite incapacité gouvernementale. Elevé au pouvoir par l'Allemagne, irritée contre la Rada qui refusait de lui donner des vivres aux dépens de la population ukrainienne, et désireuse d'avoir, dans un pays si riche en matières premières, un gouvernement à sa dévotion, Skoropadski fut grisé par sa brusque fortune et par les cajoleries de Berlin. Il se donna toutes les allures d'un monarque. Une série de mesures despotiques furent prises par lui, comme la dissolution des autorités élues dans les villes et les campagnes, l'éloignement des agents des Zemstvos, etc.. Il écoutait les partisans de l'indépendance ukrainienne, et cherchait en même temps à se concilier la faveur de leurs antagonistes, partisans d'une Russie unifiée, en sorte que tout le monde était contre lui.

Entouré de réactionnaires germanophiles, il constitua un ministère aussi incapable que lui, dont les membres gouvernaient selon les anciennes méthodes bureaucratiques de Pétrograd. Impopulaire partout, entouré d'ennemis, dé-

et les accidents de trains militaires étaient fréquents. Malgré ce déploiement de forces, on estime que les Allemands n'ont pu recueillir jusqu'à l'armistice que 4 millions de pouds de blé (64.000 tonnes).

pourvu de troupes, le gouvernement ne se maintenait que par la force et le prestige des baïonnettes allemandes. L'hetman, confiant dans la puissance de ses alliés, ne s'inquiétait pas de l'avenir, et faisait la fête avec son état-major. D'ailleurs, la réalité du gouvernement appartenait aux Allemands, dont l'oppression militaire avait réduit les autorités ukrainiennes à une action purement locale, préparant ainsi le terrain à l'anarchie bolchevique.

La défaite des Empires Centraux survint. Les Ukrainiens partisans de l'indépendance avaient mené dans le peuple une propagande active contre l'hetman et préparé un soulèvement. L'hetman, ignorant ce mouvement, mais inquiet de la défaite allemande, tenta de se concilier le groupement de coalition formé sous le nom d'Union Nationale Ukrainienne, assemblée en majorité socialiste. Il invita, quelques jours avant l'armistice, deux des membres de l'Union, Vinnitchenko et Nikovski, à faire partie de son ministère. L'Union accepta, mais Skoropadski, hésitant et malhabile, menait en même temps des pourparlers avec les russophiles. Cédant à leur influence, il publia, au lendemain de l'armistice, le 14 novembre 1918, un acte de fédération avec la Grande-Russie, dont voici le principal passage :

Aujourd'hui, nous avons de nouveaux problèmes d'Etat à résoudre. Les Puissances de l'Entente ont été les amies de l'ancien Etat Russe, grand et unifié. Maintenant, après les convulsions dont la Russie a souffert, les conditions de son état futur doivent certainement changer. C'est sur des bases nouvelles, sur des bases fédératives, que doivent renaître la grandeur et la force anciennes de l'Etat Russe. Dans cette fédération, l'Ukraine est désignée pour occuper une des premières places, car c'est elle qui a commencé à faire régner l'ordre et la légalité, et c'est sur son territoire qu'a été d'abord offert, aux citoyens de l'ancienne Russie opprimés et humiliés par le despotisme bolchevik, un asile où ils ont pu respirer librement. C'est elle qui a conclu un accord et une union fraternelle avec le glorieux pays du Don, avec les vaillants cosaques de la Kouban et du Terek.

Cette proclamation provoqua un violent mécontentement parmi les partisans de l'indépendance ukrainienne. Les ministres de ce parti démissionnèrent. Quelques jours après l'insurrection éclatait.

L'ALLEMAGNE BROUILLE LES CARTES.

Malgré la révolution allemande, les troupes d'occupation allemandes en Ukraine restaient toujours sous le commandement de leurs chefs, tels que le major Jaroch, Haase, Kirchner et Kiesenfeld, dont les idées politiques et les visées en Ukraine étaient bien connues. La révolution allemande n'avait rien changé à l'état d'esprit de ces pangermanistes déclarés. Egalement éloignés des idées séparatistes de Petloura et des tendances bolchevistes, ils se servaient des unes et des autres, persuadés que tous les éléments ukrainiens, une fois guidés par des patriotes allemands, pouvaient être utiles à la cause allemande.

Tant que l'espoir d'une victoire allemande ne fut pas perdu, les chefs allemands en Ukraine firent de leur mieux pour coordonner leur action avec les opérations militaires dirigées contre l'Entente. A partir du moment où la victoire de l'Entente fut devenue incontestable, ils prirent la résolution de provoquer dans ce pays une série de désordres, et d'empêcher ainsi les Alliés d'y tirer profit de leur victoire. Dans ce but, ils s'adressèrent à Skoropadski en exigeant la nomination d'un gouvernement composé exclusivement de socialistes. L'hetman, dont la nouvelle orientation avait déjà été définitivement arrêtée, refusa, et chargea M. Geibel, un conservateur, de former un nouveau gouvernement. Ce fut le commencement d'une lutte entre l'hetman et les chefs militaires allemands, qui n'ayant pas obtenu le ministère qu'ils souhaitaient, demandèrent la mise en liberté immédiate de Petloura enfermé dans une prison de Kiev.

Ne voulant pas rompre définitivement avec les chefs allemands, l'hetman céda. Libérés, Petloura et ses amis se rendirent à Bielaia Tserkov, où ils trouvèrent un régiment de troupes ukrainiennes composé de 800 hommes seulement, qui leur fit sa soumission.

A ce moment, le comte Keller, type parfait de militaire d'ancien régime, venait de prendre le commandement des troupes de l'hetman. Comprenant la nécessité d'agir vite, Keller envoya ses troupes immédiatement contre le régiment rebelle. Mais les Allemands, qui avaient toutes raisons de

protéger l'insurrection naissante, interposèrent entre les troupes de l'hetman et le régiment révolté de Petloura leurs propres forces militaires. Sur les instances du comte Keller, les forces allemandes furent retirées, mais quelques postes laissés par les Allemands entre les combattants continuèrent de protéger le régiment de Petloura. Entre temps le comte Keller fut remplacé par le prince Dolgoroukov, qui entama des pourparlers avec l'Entente et demanda l'envoi de troupes destinées à consolider la situation de Skoropadski. Pendant ces pourparlers, les chefs allemands restèrent dans l'expectative. Mais dès qu'il devint évident que l'Entente ne comptait pas soutenir Skoropadski, les Allemands reprirent leur ancienne tactique et prêtèrent leur entier appui à Petloura. Mais alors se produisit un fait qui dépassait sans doute de beaucoup leurs désirs : en quelques jours Petloura et ses amis réussirent à mobiliser une armée de volontaires forte de 160.000 hommes, dont la plupart d'ailleurs exercèrent leur action contre les propriétaires fonciers et commencèrent la réalisation du partage des terres.

L'INSURRECTION.

Ce soulèvement avait été préparé de longue date par l'Union Nationale Ukrainienne, qui avait la certitude d'être soutenue par les masses paysannes, et qui venait, en outre, d'entrer en rapport avec tous les partis socialistes ukrainiens, et de former une Ligue avec eux. L'assemblée avait décidé d'agir militairement et socialement. L'action sociale devait consister en la convocation d'un congrès pan-ukrainien, qui se déclarerait Assemblée Constituante. Mais Skoropadski interdit la réunion du congrès. Tous les efforts de l'assemblée se concentrèrent dans l'organisation des forces armées.

La formation des contingents et leur commandement furent confiés à Petloura, qui sortait de prison et avait, par son énergie et ses discours, fortement contribué à déclencher le mouvement. Ses principales forces furent recrutées parmi les régiments galiciens, qui revenaient d'Autriche, libérés par la révolution, et guerroyaient contre les Polonais. Sous prétexte de les y aider, Petloura les avait organisés

d'avance en vue de la lutte contre l'hetman. Une discipline parfaite régnait parmi ces troupes, qui furent concentrées à Bielaia Tserkov.

Avant de commencer les opérations, l'Union envoya une délégation à Kiev, au palais de l'hetman, pour lui soumettre une série de revendications. Skoropadski les repoussa. Alors, dans une séance commune, l'Union Nationale, les groupes socialistes-démocrates et socialistes révolutionnaires ukrainiens choisirent un directoire comprenant cinq membres : Vinnitchenko, Petloura, Chvetz, Andreievski et Makarenko. Et Petloura fit marcher ses troupes sur la capitale ukrainienne. L'hetman, jusqu'à la dernière minute, ne se douta pas du danger. Certaines personnes de son entourage croyaient que la menace venait du côté des bolcheviks, et le pressaient de rassembler des contingents. Il tenta de le faire, mais avec mollesse. Il apprit soudain que des troupes insurgées s'avançaient sur Kiev. De Bielaia-Tserkov, Petloura avait conduit des régiments à Rasdenais, station située sur la voie ferrée qui relie Odessa à Kiev, et s'était rendu maître du réseau. Sur son passage, des ouvriers avaient formé des régiments de volontaires et étaient venus se joindre aux troupes républicaines.

A Rasdenais, l'hetman avait divisé ses forces en deux groupes, dont l'un marcha sur Odessa, l'autre sur Kiev.

LES ÉVÉNEMENTS DE KIEV

Lorsque Skoropadski sut le danger qui le menaçait, il demanda du secours à l'étranger. Il essaya bien d'organiser une armée de volontaires et d'officiers, mais obtint de très faibles résultats et ne put réunir en tout que 1.600 hommes. A leur tête fut placé le comte Keller, homme énergique et chef capable, très populaire parmi les officiers, mais qui bientôt fut remplacé par le prince Dolgoroukof, compagnon de débauches de Skoropadski.

Ces contingents minimes et démoralisés étaient évidemment incapables d'opposer une sérieuse résistance. L'hetman ne pouvait être sauvé que par une aide étrangère. Il comptait sur celle de l'Allemagne et espérait celle des Alliés.

Il s'aperçut soudain, avec effroi, que les Allemands le trahissaient. La révolution en Allemagne avait entraîné la décomposition des troupes germaniques en Ukraine, et certaines unités avaient déjà passé du côté des bolcheviks. Le haut commandement, se souciant peu de voir ses régiments rongés par le maximalisme, et, d'autre part, craignant leur internement par les Alliés, voulait les rapatrier le plus vite possible. D'accord avec Petloura, il y travaillait. En récompense, il lui avait promis de ne pas s'opposer à son entrée à Kiev.

Les Allemands, d'ailleurs, n'étaient pas les seuls à trahir l'hetman; son propre ministre de la guerre envoyait à l'Etat-Major du Directoire des dépêches chiffrées.

L'hetman adressa alors aux Alliés des appels désespérés. Mais les contingents alliés tant attendus n'arrivèrent pas. En outre, au sujet des intentions de l'Entente des bruits alarmants couraient. Les agents de Petloura, afin de démoraliser les troupes de l'hetman, répandirent de fausses rumeurs, selon lesquelles les Alliés auraient entamé des négociations avec le Directoire.

Un télégramme, qui contenait la fausse nouvelle des pourparlers de l'Entente avec Petloura, jeta l'hetman et son entourage dans la consternation. Dans l'affolement de ses ministres, un incident comique eut lieu. L'un d'eux, voulant absolument avoir des troupes alliées pour effrayer Petloura, conçut le plan suivant : amener des Kirghises à Kiev et les travestir. Un général se chargea de l'opération, pour laquelle on lui donna 3 millions. Il empocha l'argent et disparut.

Peu de temps après, un journal de Kiev, soudoyé probablement par les agents de Petloura, annonça que les Alliés avaient reconnu le Directoire. Le commandement allemand fit savoir alors qu'il ne s'opposerait pas non plus aux insurgés. Et cependant Petloura avançait, prenant villages sur villages, désarmant la milice de l'hetman et culbutant les rares unités qui s'opposaient à lui. Il était déjà à Petchersk à quelques kilomètres de Kiev. Le 13 décembre, la ville entendit les premiers grondements de l'artillerie.

UNE DÉMARCHE DE L'ENTENTE AUPRÈS DE PETLOURA

Un Français, M. Moulin, agissant comme intermédiaire officieux et à titre personnel, fit une démarche auprès du Directoire, afin d'éviter les troubles et les excès à Kiev. Il se rendit dans cette ville, le 13 décembre, et, de là, au quartier général des troupes du Directoire. A cette offre de médiation, Petloura répondit qu'il accepterait cette médiation seulement si Skoropadski se pliait aux conditions suivantes :

Abandon du pouvoir par l'hetman et son ministère. Cessation des hostilités de la part de toutes ses troupes, régulières ou volontaires, retour de ses troupes à Kiev, désarmement par l'intermédiaire des Allemands. Convocation immédiate de la Douma démocratique, dissoute jadis par l'hetman, qui serait momentanément chargée du maintien de l'ordre avec l'aide des Allemands.

L'hetman capitula. Toutes les conditions de Petloura furent remplies. La légation allemande offrit un refuge à Skoropadski. Le 14 décembre, les premiers régiments du Directoire entrèrent à Kiev. Avant de se cacher, Skoropadski passa à la banque avec son état-major et emporta cinq millions.

La Douma démocratique, à qui le pouvoir était confié en attendant l'arrivée du Directoire, publia une proclamation promettant aux habitants que l'ordre serait maintenu.

ENTRÉE DU DIRECTOIRE A KIEV

Le 17 décembre, le Directoire entra dans la capitale ukrainienne. En l'honneur de Petloura une cérémonie solennelle fut organisée par les autorités civiles. Plusieurs délégations allèrent recevoir le nouveau hetman au seuil de Kiev. Au nom de la Douma, des comités révolutionnaires de la ville et l'union des cheminots lui souhaitèrent la bienvenue, lui offrirent le pain et le sel. Puis une procession triomphale s'avança à sa rencontre, menée par un acteur de Kiev, Sadovski. Les choristes de sa troupe chantèrent le vieil hymne ukrainien : « Gloire à nos vaillants cosaques ».

L'entrée du Directoire fut accompagnée d'arrestations en masse. La plupart des ministres, parmi lesquels le ministre de la guerre qui avait trahi l'hetman et espérait avoir la



liberté en récompense, furent mis sous les verrous. Un millier d'officiers environ furent emprisonnés. Le comte Keller vint s'offrir lui-même. Il s'était caché dans un couvent, mais ne voulant pas exposer ceux qui l'avaient abrité, il sortit dans la rue et cria : « Je suis le comte Keller, arrêtez-moi. »

Tous les journaux panrusse furent interdits.

Petloura publia le prikase suivant :

Pour que les droits et les libertés donnés par le Directoire au peuple ukrainien puissent être maintenus et réalisés pratiquement nous défendons :

1^o Toute propagande écrite ou orale contre l'indépendance et l'unité des territoires ukrainiens;

2^o Toute propagande écrite ou orale contre le gouvernement du Directoire, son haut-commandement, ses troupes, ses ordres.

3^o Toute propagande écrite ou orale ayant pour but d'introduire le désordre et la discorde parmi les troupes du Directoire;

4^o Toute propagande écrite ou orale contre la lutte avec les oppresseurs et les ennemis éternels du développement intellectuel politique et économique du peuple de l'Ukraine;

5^o Toute propagande écrite ou orale ayant pour but de faire entrer sur le territoire ukrainien des troupes étrangères.

Les rigueurs de la loi martiale menaçaient quiconque ne se soumettrait pas à ce prikase. Il contenait un avertissement aux extrémistes bolchevisants aussi bien qu'aux réactionnaires. Mais c'était surtout l'affirmation d'une politique ukrainienne, c'est-à-dire hostile à l'unité panrusse, même sous la forme fédérative. Les faits ne tardèrent pas à montrer que, si le Directoire avait été favorablement accueilli, ce n'était pas cet aspect de sa politique qui lui avait concilié l'opinion. Le succès du Directoire tenait évidemment surtout à ce que l'on en avait assez du gouvernement réactionnaire de Skoropadski.

De nombreuses exécutions eurent lieu. Malgré tous ses efforts Petloura n'arriva pas à éviter les excès sanglants. Bien qu'il eût défendu d'attenter à la vie des officiers, beaucoup furent tués clandestinement par les soldats. Parmi eux figure le comte Keller. La loi sur l'abolition de la peine de mort, publiée par le Directoire, rappela aux soldats qu'ils n'avaient pas le droit de se faire justiciers, mais rien ne put

les empêcher d'assouvir leur soif de vengeance. Toutes les nuits, sur la place où s'élève la statue de Bogdan-Khmielnitski, ils amenaient des victimes inconnues, les fusillaient, puis enlevaient les cadavres. Le matin, d'énormes flaques de sang entouraient le monument. Afin de faire disparaître les traces, ils jetaient de la terre sur les mares rouges. Et chaque jour, le sol montait.

Ceux qui commettaient ces meurtres sauvages appartenaient, pour la plupart, aux régiments volontaires d'ouvriers. Ces troupes excitées par une propagande criminelle étaient déjà en proie au bolchévisme.

Le Directoire n'était pas disposé à suivre le peuple dans cette voie. On avait bien fait courir le bruit, en Ukraine, avant la prise de Kiev, que le Directoire travaillait d'accord avec les bolchéviks. Mais, en entrant dans la capitale ukrainienne, Petloura fit fusiller 130 bolchéviks qui semaient l'agitation parmi les régiments. Il défendit la réunion d'un Soviet dans la ville, et envoya au général Denikine un télégramme où il s'offrait, d'accord avec le général, à entreprendre la lutte contre le maximalisme dans toute l'Ukraine. Les bolchéviks, de leur côté, ne dissimulèrent pas leur haine du nouveau gouvernement. S'ils avaient soutenu l'insurrection en certains endroits, c'était dans l'espoir, ouvertement déclaré, de profiter du mouvement pour s'emparer du pouvoir. A Kharkov, pendant la lutte entre le Directoire et Skoropadski, les bolchéviks organisaient des meetings et criaient en agitant les drapeaux rouges : « A bas Petloura ! Tout le pouvoir aux Soviets. »

Par la suite, le Directoire modifia son attitude et entra en pourparlers avec Lénine. Mais ce dernier y mit une condition, c'est que le Directoire autoriserait la propagande bolchéviste en Ukraine. Le gouvernement ukrainien consentit cette fatale concession. L'accord se fit sur les bases suivantes : 1° Le gouvernement de Lénine reconnaissait absolument l'indépendance ukrainienne. — 2° Le Directoire légalisait l'existence du parti bolchévik en Ukraine. Il autorisait la propagande bolchéviste à condition qu'elle ne fût pas dirigée contre le régime du Directoire, et la formation de Soviets, à condition qu'ils ne fissent pas de tentative pour

s'emparer du pouvoir et se bornassent à être des centres professionnels d'ouvriers.

En signant la deuxième clause, le Directoire signait son arrêt de mort. Les restrictions qu'il y ajoutait étaient puérides. L'expérience des procédés bolchévistes faisait prévoir qu'elles ne seraient pas observées.

Peu de temps après, un leader bolchéviste, Mme Eugénie Boche, arrivait en Ukraine et se mettait à organiser le propagande. Bientôt Kharkov, où, l'année précédente, avait siégé un gouvernement bolchéviste, redevenait la proie du bolchévisme, dont le développement était favorisé par la famine et par l'invasion de la ville par des paysans affamés.

A Kiev également, les progrès du bolchevisme furent rapides. Le 28 décembre eurent lieu les élections au Soviet, qui donnèrent les résultats suivants : sur 259 délégués, 85 0/0 étaient maximalistes et 15 0/0 seulement représentaient les autres partis. Le Directoire, inquiet de ces résultats, essaya de prendre des mesures énergiques. Le commandant de la place donna même l'ordre de faire fusiller tous les agitateurs qui tenteraient de faire de la propagande dans les casernes.

Mais les bolcheviks, profitant des conventions qui avaient été signées avec le Directoire, s'installèrent dans tous les centres ouvriers, et leur influence devint prépondérante.

LE SIXIÈME CONGRÈS

DES SOCIALISTES-DÉMOCRATES UKRAINIENS.

Le sixième congrès des socialistes-démocrates ukrainiens fut convoqué par le Directoire au mois de janvier 1919. Ce parti, depuis la victoire de l'Entente, était le plus influent d'Ukraine, le souvenir de l'attitude des socialistes-révolutionnaires à Brest-Litovsk ayant beaucoup diminué leur prestige et rehaussé celui des groupes qui n'avaient pas traité avec l'Allemagne. A la tête du Directoire et du Conseil des ministres se trouvaient des socialistes-démocrates. Trois courants se manifestèrent dans le congrès : celui des socialistes-démocrates « indépendants » ou plus

exactement, maximalistes, celui de la fraction d'Ekaterinoslav et celui des socialistes-démocrates de droite.

Le leader Avdienko exposa les idées des extrémistes. La révolution mondiale, disait-il, était imminente. Ceci étant admis, le régime parlementaire devait être considéré comme un préjugé nuisible, et tout le pouvoir devait exclusivement appartenir aux conseils ouvriers et paysans. En ce qui concerne la politique extérieure, l'Ukraine devait chercher une alliance avec les républiques socialistes, c'est-à-dire l'Allemagne et la Russie des Soviets. Dans ce but, il était nécessaire de profiter de l'attitude de Lénine, favorablement disposé vis-à-vis de l'Ukraine, contrairement à Trotsky, dont l'hostilité à son égard était irréductible. Les ennemis de la Russie des Soviets devaient être considérés comme les ennemis de la république socialiste ukrainienne. C'est pourquoi un ultimatum devait être envoyé au gouvernement du Don et aux Alliés qui le soutenaient.

La fraction d'Ekaterinoslav ne pensait pas d'une façon très différente. Elle aussi constatait l'imminence d'une révolution universelle, mais elle était d'avis que l'Ukraine est, au point de vue économique, un pays retardataire qui, pour cette raison, ne doit pas être gouverné par le prolétariat ni adopter un régime socialiste. En principe, elle admettrait la représentation nationale, par exemple sous forme de parlement, mais momentanément, elle préférerait le gouvernement d'un congrès du travail.

Pour la politique extérieure, le groupe d'Ekaterinoslav inclinait vers une attitude amicale envers la Russie des Soviets. Il était d'avis que les Alliés poursuivent en Ukraine des buts impérialistes, et que l'occupation du pays par leurs troupes entraînerait le rétablissement de la monarchie et de la réaction. Mais il était partisan d'une lutte économique et non militaire.

Enfin le leader social-démocrate de droite Porch parla au nom de sa fraction, montra que la république des Soviets de Grande-Russie était en réalité un triste paradis, et mit l'assemblée en garde contre une imitation des modèles bolcheviks. Quant à la révolution universelle, Porch était d'avis de n'en parler qu'au moment où elle se manifesterait

en Angleterre et en Amérique. Jusqu'à cet instant, il jugeait qu'une orientation vers la révolution mondiale entraînerait l'Ukraine à sa ruine.

Ce fut la résolution du groupe d'Ekatérinoslav qui obtint la majorité des votes de l'Assemblée.

LE GOUVERNEMENT DU DIRECTOIRE.

Le Directoire ne se conforma pas aux indications données par le Congrès, mais ses rapports avec les Alliés étaient assez tendus. Malgré toutes les tentatives du nouveau gouvernement ukrainien, les représentants alliés à Odessa refusèrent de le reconnaître. Le général Berthelot déclara dans des interviews qu'il ne faisait aucune différence entre lui et les bolchéviks. Les représentants de l'Entente laissèrent même un moment courir le bruit que des forces roumaines pourraient être envoyées contre Kiev.

Au sujet de l'arrivée des contingents des Alliés en Ukraine, le Directoire envoya aux représentants de ces derniers une note où il déclarait que l'Ukraine n'avait besoin d'aucune aide militaire des Alliés et que l'arrivée des troupes alliées « engendre un état d'esprit qui rend difficile le rétablissement de l'ordre dans le pays ».

Le Directoire de la République ukrainienne constitua un ministère contrôlé par lui, dont le président fut M. Tcherkhovski, social-démocrate ukrainien, qui prit les affaires étrangères. Sur dix-neuf ministres, sept furent des social-démocrates mencheviks et cinq des socialistes révolutionnaires. Si on les classe suivant leurs opinions à l'égard de la question nationale, on trouve parmi eux onze « ukrainiens » et quatre membres du « parti de l'indépendance ukrainienne ». Pourtant, il y eut aussi un « autonomiste » et un « russe ». Le contrôle du cabinet par les membres du Directoire se faisait de la manière que voici : Petloura contrôlait les ministres de la guerre et des affaires étrangères; Vinnitchenko, ceux de l'intérieur et du travail; Chvetz, ceux de l'instruction publique, du commerce, du ravitaillement, des finances, de l'agriculture; Makarenko, ceux des transports et des postes.

Le premier acte du Directoire fut de rétablir la loi sur

l'indépendance de l'Ukraine, qui avait été promulguée, le 9 janvier 1918, par l'ancienne Rada, et abolie par Skoropadski.

Ensuite, le Directoire publia une longue proclamation où il exposait son programme de politique intérieure. Une première partie promettait la terre aux paysans, la journée de huit heures et les droits syndicaux aux ouvriers, etc. Une seconde partie déclarait que le « droit de gouverner appartient seulement aux classes qui sont la base de la vie civile, et qui créent des valeurs matérielles et intellectuelles », en sorte que « les classes d'exploiteurs, qui ont ruiné le pays et soutenu la réaction, n'ont pas droit à la parole dans l'œuvre gouvernementale ». En conséquence, la troisième partie annonçait un « Congrès des ouvriers » auquel des délégués devraient être envoyés par le prolétariat paysan, par l'armée ukrainienne, par les travailleurs locaux et par les travailleurs non ukrainiens. Le Directoire « invite toutes les classes de la bourgeoisie à reconnaître dès maintenant que tout le pouvoir doit appartenir aux classes ouvrières », et fait appel à tous les partis socialistes et au prolétariat intellectuel. Enfin l'affirmation de l'indépendance ukrainienne est renouvelée : « Toute propagande en faveur de la fédération avec la Russie sera considérée comme trahison, et punie selon la loi martiale. »

Cette proclamation marquait une tendance vers un soviétisme non pas anarchique, mais organisé, et qui fût, comme elle le disait, une « représentation légale et honnête des volontés populaires ». Une loi agraire fut promulguée pour l'application de la première partie du document.

LES ÉVÉNEMENTS D'ODESSA.

Le grand port de la mer Noire, Odessa, par lequel s'effectue presque tout le commerce à l'étranger de la Russie avec les pays du Sud, a toujours été intimement lié avec la vie économique et intellectuelle de toute la Russie en même temps qu'il établissait le contact avec l'Europe occidentale, ce qui est rappelé aux habitants de la ville par les monuments de ceux qui ont présidé à sa fondation, Richelieu, de Ribas et Langeron.

Le caractère cosmopolite de la ville n'a jamais pu arrêter l'essor des sentiments patriotiques de ses habitants, sentiments dont l'expression a même été plus expansive à Odessa que dans la plupart des autres villes de la Russie, où la population est cependant plus homogène. Au cours de toute son histoire, Odessa a joué un rôle considérable dans toutes les manifestations du patriotisme. Le rôle qu'elle a joué au cours des premières années de la guerre mondiale et ses sacrifices sont bien connus. La révolution de 1917 a donné un nouvel élan à l'esprit patriotique, et Odessa fut au nombre des villes où l'ordre révolutionnaire s'établit solidement.

En novembre 1917, dès le coup d'Etat bolcheviste, Odessa fut pillée pendant plusieurs semaines, par des bandes bolchevistes. La terreur causée par ces bandes a été si violente que l'entrée à Odessa des troupes allemandes, en 1918, fut saluée par la population comme une vraie délivrance. Les séparatistes ukrainiens, coopérant avec les troupes d'occupation austro-allemandes, formulèrent alors leurs prétentions et proclamèrent Odessa ville ukrainienne. Mais, tant que dura l'occupation allemande, l'incorporation d'Odessa à l'Etat ukrainien ne fut que de pure forme. Les Allemands y commandaient. En novembre, la déroute des Allemands sur le théâtre occidental ayant compromis leur situation dans la Russie du sud, ils ne songèrent plus qu'à se retirer, et ce fut alors que les Ukrainiens résolurent de s'assurer la possession effective et définitive d'Odessa.

Les troupes du Directoire sont entrées à Odessa le 11 décembre 1918. Dès le lendemain, les fonctionnaires ukrainiens déclaraient la guerre à tous ceux qui considéraient Odessa comme une ville russe. Ordre fut donné de dissoudre la Ligue de la régénération de la Russie. Le commissaire nommé à Odessa par le Directoire ukrainien, D^r Loutzenko, se montra hostile, non seulement au patriotisme russe des habitants, mais aussi à leurs sentiments d'attachement envers les Alliés, dont l'arrivée était annoncée. Au moment où toute la population d'Odessa attendait avec impatience et joie le débarquement des troupes alliées, le D^r Loutzenko

péclara aux représentants de la municipalité : « A ce débarquement les troupes ukrainiennes répondront en ouvrant le feu ! » Toutes les tentatives pour persuader les autorités ukrainiennes et les faire renoncer à ce projet de résistance restèrent vaines. Cependant, l'ordre d'occuper Odessa fut donné par le commandement des troupes françaises, général Borius, au détachement de l'armée russe des volontaires, qui se trouvait sous ses ordres, appuyé par des détachements français et polonais. Il y eut donc bataille, livrée par les troupes ukrainiennes aux volontaires russes. Les ukrainiens se retranchèrent dans la plupart des établissements publics, où ils amenèrent des canons et des mitrailleuses. Prenant les rues en enfilade, ils tirèrent pendant toute la journée, ruinant en partie les immeubles. La lutte ne tourna cependant pas à l'avantage des Ukrainiens qui durent se replier vers la gare en tirant toujours et en emportant les vivres et les munitions.

Ce fut la population civile qui souffrit le plus. L'armée des volontaires n'a pas subi de grandes pertes. Par contre, beaucoup d'enfants se rendant à l'école, d'ouvriers, d'employés ont été gravement blessés ou tués. Le nombre total des victimes monte à 120 personnes. Des scènes émouvantes ont eu lieu dans les écoles, où les enfants ont été obligés de passer toute la journée et toute la nuit.

Vers le soir du 18 décembre, les unités ukrainiennes réunies à la gare, commençaient à être évacuées. Le commissaire Loutzenko, l'état-major et les officiers furent les premiers à quitter la ville qui, vers minuit, fut définitivement occupée par les volontaires russes. Le lendemain, le général Grichine-Almazov pouvait télégraphier au général Denikine à Ekaterinodar que le détachement de l'armée volontaire, appuyé par les troupes françaises et polonaises, avait occupé Odessa. Dès le 20 décembre, Odessa avait repris un aspect paisible. Les drapeaux ukrainiens étaient enlevés et remplacés par les drapeaux tricolores russes. Le général Grichine-Almazov nomma des commissaires qui formèrent un conseil de gouvernement. Avec l'appui de la municipalité et des troupes alliées l'ordre fut rétabli.

Seule, la question des transports restait à résoudre. Les

troupes ukrainiennes qui s'étaient retirées assiégèrent la ville du côté de la terre à une distance de 11 kilomètres. Les paysans des villages qui ravitaillent généralement la ville reçurent l'ordre du commandement ukrainien de ne plus rien envoyer à Odessa, dont le ravitaillement ne s'effectuait plus que par la voie maritime. Ce blocus a duré plus d'un mois et n'a été levé qu'au cours du mois de janvier 1919.

L'arrivée des troupes alliées à Odessa a été saluée par la population avec une joie délirante. Les journaux ont publié en première page des salutations imprimées en français et de grands articles exprimant la joie et les espoirs des patriotes russes. Des relations d'une cordialité parfaite se sont établies dès le premier moment. Deux journaux publiés en langue française : la *Gazette d'Odessa* et l'*Indépendant*, commencèrent à paraître et contribuèrent beaucoup au rapprochement entre l'opinion publique russe et les représentants des Alliés à Odessa.

Les événements d'Odessa ont posé, une fois de plus, la question « nationale » ukrainienne : Les Petits-Russiens aspirent-ils vraiment à l'indépendance, veulent-ils être séparés ? Ou faut-il considérer les Grands et les Petits Russiens comme les deux branches d'un seul peuple ?

Les témoins oculaires des événements d'Odessa sont unanimes à reconnaître que les soldats ukrainiens ne manifestaient aucun zèle ni aucun enthousiasme patriotique dans l'accomplissement de la tâche qui leur avait été confiée à Odessa par leur commandement. Faits prisonniers, ils constataient tous que ce n'était que sous la pression directe des officiers, dont plusieurs étaient originaires de Galicie, qu'ils avaient tiré contre leurs frères russes. Ils déclaraient qu'ils étaient trompés, et qu'en les excitant au combat, les officiers prétendaient qu'une force étrangère et ennemie s'était emparée d'Odessa et qu'il fallait immédiatement la déloger. Désarmés, les prisonniers manifestaient le vif désir d'être utiles à la population et ils ont été employés à différents travaux.

Telle n'était pas l'attitude des officiers ukrainiens. Ils se sont comportés comme de vrais ennemis de la population. Là où ils étaient les plus forts, ils ne reculèrent même pas

devant les plus criminelles atrocités. Un fait très caractéristique dans ce sens est rapporté par la presse : un détachement de 16 volontaires avait été fait prisonnier par une patrouille ukrainienne, ils furent transférés d'une maison dans une autre sans être molestés. Mais dès le moment où un officier se mit à la tête de la patrouille ukrainienne, la situation changera brusquement. Par deux fois, il donna l'ordre de tirer sur les prisonniers; ordre qui ne fut pas exécuté par les soldats. Quand le même ordre eut été donné pour la troisième fois, le sous-officier, profitant d'un moment d'absence de son chef, et en se découvrant et en faisant le signe de la croix, dit aux prisonniers : « Je vous jure qu'on ne vous fera pas de mal ». Quand les prisonniers ont été amenés dans la cour d'une caserne, l'officier appela un autre détachement ukrainien et se mit à expliquer longuement que les prisonniers étaient les ennemis du peuple ukrainien et qu'il fallait les tuer immédiatement. Les soldats commencèrent alors à battre les volontaires russes dont 6 furent tués. Les 10 autres s'enfuirent en escaladant le mur.

LES ÉVÉNEMENTS EN UKRAINE.

Janvier-Mars 1919.

La situation du Directoire présidé par Vinnitchenko et du gouvernement dont le chef était Tchekhovski fut difficile dès le premier jour. On a vu que leur politique consistait, d'une part, à réaliser définitivement l'indépendance de l'Ukraine, et d'autre part à chercher un *modus vivendi* avec les éléments bolchévistes qui devenaient de plus en plus forts. Un accord fut même conclu, dont Vinnitchenko parla devant un Congrès du Travail tenu à Kiev le 25 janvier. Mais l'Ukraine indépendante ne pouvait trouver d'appui qu'auprès des Puissances de l'Entente; Vinnitchenko, dont la germanophilie était notoire, n'était point la personne désignée pour établir le contact avec elles. Petloura réussit à faire croire à tous ceux qui l'approchaient qu'il était ententophile, et qu'il travaillait avec acharnement à renverser Vinnitchenko et à se mettre à la tête du Directoire.

D'autre part, les concessions faites aux bolchéviks n'ont fait qu'élargir leur sphère d'action. Kiev était déjà encerclé

par des bandes bolchévistes, dont plusieurs se groupaient en corps d'armée régulière, parfois commandés par des généraux ukrainiens. Le Directoire a pu surmonter tous les obstacles dressés devant lui, durant le mois de janvier 1919. Au commencement du mois de février, la situation devient, au point de vue politique, plus difficile, car les troupes bolchévistes sont maîtresses de presque toute l'Ukraine orientale, y compris les grands centres de Kharkov, Poltava, Ekaterinoslav et la région minière du Donetz.

Décidés à faire la guerre à la bourgeoisie du monde entier, les bolchéviks avaient besoin du blé de l'Ukraine pour ravitailler leurs troupes d'invasion et les organes de leur dictature du prolétariat. Ils suivirent l'exemple des Allemands, qui ont considéré l'Ukraine comme leur grenier principal.

Parmi les troupes bolchévistes qui ont envahi les villes de Kharkov, Poltava et autres, ne dominaient pas les soldats rouges venus de la Russie soviétiste. La plupart de ces troupes étaient formées d'éléments indigènes c'est-à-dire ukrainiens. Lénine et Trotski ont déclaré, non sans raison, que la victoire bolchéviste en Ukraine a été assurée par les bolchéviks ukrainiens eux-mêmes. Mais les bolchéviks ukrainiens étaient organisés et dirigés par les chefs bolchévistes grand-russiens. L'invasion bolchéviste fut dirigée par le fameux Rakowski, socialiste roumano-bulgare, ami intime de Lénine et président de la délégation grande-russienne à la conférence de la paix russo-ukrainienne. Aidé par le matelot Dybenko, ancien commissaire de la marine, Rakowski mena toute la campagne au point de vue politique et stratégique. Arrivé à Ekaterinoslav, il radiotélégraphia à Moscou, annonçant que la première tâche du gouvernement des Soviets d'Ukraine serait d'expédier en Russie de grands approvisionnements en grains, sucre et charbons. Cette promesse trouva forcément de l'écho auprès des populations affamées de la Russie centrale. Le 17 février, les troupes bolchévistes commencent à bombarder Kiev. Cédant alors aux instances des membres modérés du Directoire, Vinnitchenko démissionne et est remplacé par A. Konovaletz. Ainsi reconstitué, le Directoire choisit Petloura comme président. En même

temps A. Ostapenko est nommé président du Conseil des ministres. Les membres les plus importants du Cabinet Ostapenko ont été choisis, d'après ce que prétend la presse ukrainienne, parmi les éléments anti-bolchévistes, ententophiles et désirant un rapprochement avec la Pologne. Le nouveau cabinet se compose de six membres du « parti indépendant », c'est-à-dire socialisants ukrainiens à tendance neutraliste en politique extérieure, de six socialistes fédéralistes, donc favorables à l'unité russe, et de six ukrainiens galiciens. (On sait que parmi les Galiciens se trouvent les partisans les plus résolus de l'indépendance.)

Cependant, Kiev était menacé par les troupes bolchévistes. Le Directoire et les membres du gouvernement préférèrent quitter la capitale et se rendirent à Vinnitsa. Les bolchéviks, maîtres de la capitale, publièrent le 20 février un décret ordonnant la mobilisation générale et la formation de bataillons. Un conseil de commissaires bolchévistes fut constitué sous la présidence de Rakowski, qui, lui-même, se chargea des affaires étrangères. Les collègues de Rakowski au Ministère sont tous des bolchéviks russes.

Comme partout, le premier acte du Soviet à Kiev a été de fusiller de nombreuses personnes appartenant à la bourgeoisie, ainsi que d'anciens officiers. En même temps, les soviets ont imposé à la bourgeoisie de Kiev une première taxe de 50 millions de roubles. Le Conseil municipal a été dissous. Une commission extraordinaire est chargée de dresser des listes de proscriptions des ennemis du régime des Soviets.

Le 20 février Rakowski a lancé une proclamation affirmant la solidarité de l'Ukraine avec la Russie soviétiste. Dans cette proclamation, il propose de faire le nécessaire pour arriver à une « alliance » défensive avec les gouvernements de Lithuanie, de Russie-Blanche, d'Estonie et de Lettonie contre tous les gouvernements impérialistes.

Pour appuyer sa manifestation, Rakowski décrète la mobilisation générale en Ukraine et commence une série de nationalisations et de confiscations.

Le gouvernement du Directoire, réfugié à Vinnitsa, a chargé le général Greskov d'entamer des pourparlers avec

l'Entente pour obtenir son aide dans la lutte contre les bolchéviks. La presse ukrainienne, notamment l'officiel *Ukrainski Golos* du 26 février, a prétendu que ces pourparlers auraient abouti à un accord entre l'Ukraine et l'Entente et a même publié les clauses d'une convention en vertu de laquelle le Directoire serait reconnu jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale, la souveraineté de l'Ukraine serait reconnue et l'Ukraine participerait comme alliée à la Conférence de la Paix. La *Pravda* du 22 février a donné de cet accord une version toute différente et aussi peu vraisemblable.

Ainsi, en Ukraine coexistent deux pouvoirs opposés. L'un, à Kiev, représente l'idée bolchéviste; celui de Vinnitsa cherche l'appui de l'Entente et lutte contre le bolchévisme. Il n'y a pas de limites géographiques entre ces deux gouvernements. La juridiction du gouvernement soviétiste de Rakowski et celle du Directoire présidé par Petloura se trouvent en concurrence sur tous les territoires de l'Ukraine.

*
* *
*

On voit combien a été compliquée et confuse la politique ukrainienne. Compliquée, parce que trois questions d'ordre très différent s'y trouvaient mêlées : la question internationale, car le gouvernement de l'Ukraine ne pouvait rester neutre et devait s'appuyer soit sur l'Allemagne, soit sur les Alliés ; la question nationale, car il fallait prendre parti, soit pour l'indépendance et le séparatisme, soit pour la Russie fédérative, mais unie, où l'Ukraine aurait eu seulement une autonomie plus ou moins étendue ; la question intérieure enfin, avec son double aspect économique et politique, puisqu'il s'agissait à la fois de résoudre le problème agraire et de définir les principes d'une Constitution. Cette politique a été aussi très confuse, parce qu'à aucun moment les gouvernants ukrainiens n'ont eu, sur aucune de ces trois questions, une attitude vraiment nette. Skoropadski a été l'instrument de l'Allemagne, et pourtant il était prêt à entrer en relations avec les Alliés, Petloura recherche l'appui des Alliés, et c'est pourtant avec l'aide de l'Allemagne qu'il a pu former une armée contre Skoropadski. En ce qui concerne la ques-

tion intérieure, le Directoire et Petloura voulaient combattre le bolchevisme et ils ont pactisé avec lui. C'est seulement dans la question nationale que l'on a vu le Directoire montrer, pendant quelque temps, une réelle fermeté, mais il semble que cette fermeté a été pour lui plutôt une cause de faiblesse.

L'instabilité de l'opinion du peuple ukrainien explique sans doute l'indécision de ses gouvernants, mais ne l'excuse pas, et l'indécision des chefs provoque l'instabilité de la masse. Bien qu'en ce moment même le courant soit assez fort en faveur de l'indépendance, l'expérience montre que ce mouvement est factice, et Petloura a dû faire place aux simples fédéralistes dans son ministère. Un gouvernement très démocratique peut seul être stable en Ukraine, mais il faut qu'il soit nettement antibolchevik. Enfin l'Ukraine ne peut compter désormais sur d'autre appui que celui des Alliés, mais la confiance qu'ils peuvent avoir en des chefs venus à eux si tard après la victoire ne peut être que très prudente.

L'avenir de l'Ukraine apparaît très incertain. Elle ne semble pas en état de le déterminer elle-même. Aussi bien n'est-ce pas à Kiev qu'il sera réglé, mais à Moscou.

V. VICTOROV-TOPOROV.

COLLECTION de l'ACTION NATIONALE

R. BEAUGEY : <i>Le régime des grandes Compagnies de chemin de fer : Un projet de modification des conventions de 1883 entre l'État et les Compagnies.</i> In-8	1 fr.
— : <i>L'organisation des services maritimes entre la France et l'Algérie.</i>	1 fr.
FIRMIN DUGUET : <i>Organisation chirurgicale des Armées françaises.</i> In-8.	1 fr.
— : <i>La rééducation professionnelle des Mutilés.</i> In-8.	1 fr.
TÉLÉOR : <i>L'industrie des Transports Maritimes en France.</i> In-8	1 fr.
— : <i>Les Transports Maritimes et la Paix.</i> In-8.	1 fr.
MAURICE BOUCHOR : <i>Le Droit et la question du Plébiscite en Alsace-Lorraine.</i> In-8.	1 fr.
J. TCHERNOFF : <i>L'extrême-gauche socialiste révolutionnaire en 1870-71.</i> In-8.	1 fr.
— : <i>La politique des nationalités d'après la tradition républicaine.</i> In-8.	2 fr.
RAOUL BLANCHARD : <i>La région économique des Alpes françaises.</i> In-8.	1 fr.
LOUIS DUMUR : <i>La situation des Neutres : La Suisse.</i> In-8.	1 fr.
HERMAN REIMERS : <i>La situation des Neutres : La Norvège.</i> In-8	1 fr.
GABRIEL MILLET : <i>Le sacrifice des Lettons.</i> In-8. ...	1 fr.
ALLYRE CHASSEVANT : <i>Le régime alimentaire de guerre.</i> In-8.	1 fr.
XXX : <i>L'alimentation dans les Pays ennemis.</i> In-8.	1 fr.
P.-G. LA CHESNAIS : <i>Le Soviet et la Paix : Le Manifeste à tous les peuples.</i> In-8.	1 fr.
— : <i>En Russie : L'extrême-gauche « défensiste ».</i> In-8.	1 fr.
— : <i>« Sans annexions ». Que signifie la formule?</i> In-8.	1 fr.
J.-W. BIENSTOCK : <i>La Révolution russe.</i> In-8.	2 fr.
EDOUARD CHAPUISAT : <i>Hommage de Genève à la France.</i> In-8	1 fr.
HENRI HAUSER : <i>De Naumann à Kuhlmann : Mitteleuropa ou clause de la nation la plus favorisée.</i>	1 fr.
— : <i>La paix allemande et la question de Briey-Longwy.</i> In-8.	1 fr.
HENRI CAVAILLÈS : <i>Bordeaux et sa région.</i>	2 fr.

≡ L'ACTION NATIONALE ≡

Revue Mensuelle

Paraissant le 25 de chaque mois.

Rédaction et Administration : 18, Rue Duphot. — Paris-1^o

Téléphone Gutenberg 41-34

PRIX DE L'ABONNEMENT :

FRANCE ET COLONIES	{	Un an.....	30 francs	ÉTRANGER	{	Un an.....	36 francs
		Six mois.....	15 fr. 50			Six mois.....	19 —

PRIX DU NUMÉRO..... 3 fr. 50

L'Action Nationale, fondée en 1908, a publié les articles suivants :

T. Staeg : *L'Enquête de l'Action Nationale sur l'action parlementaire et la prochaine législature.*

- *L'Université française à l'Étranger.*
- *Police et Justice.*
- *Un budget industriel des P. T. T.*
- *Politique militaire et politique fiscale.*
- *La représentation proportionnelle et la réforme administrative.*

Victor Margueritte : *La réforme militaire.*

P. Painlevé : *Le programme naval.*

Ch. Andler : *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine.*

Gabriel Seailles : *Le réveil des nationalités.*

Ferdinand Buisson : *La « faillite » de l'école primaire.*

A. Amy : *Le service militaire des indigènes orientaux.*

L. Svasseur : *La dépopulation française.*

C. Richet : *L'éducation physique.*

H. Sells : *Considérations sur le socialisme.*

A. ... : *Les traités secrets.*

Maurice Viollette : *Le développement de l'Afrique Occidentale française.*

Marcel Sembat : *La R. P. et l'avenir de la République.*

J.-L. de Lanessan : *Rapport secret sur le Congo français.*

Charles Gide : *Le mouvement coopératif en France.*

Général Lebas : *La réorganisation de l'armée.*

Lt-Colonel Emile Mayer : *Les enseignements de la guerre actuelle.*

Jean Norel : *La défense des côtes.*

Pierre Baudin : *La houille blanche.*

Marcel Regnier : *Trois organisations de chemins de fer d'Etat.*

Georges Lorand : *La neutralité belge.*

C. Bouglé : *La vie intellectuelle en France.*

Sir John Tollemache Sinclair : *Le péril allemand et l'Angleterre.*

Albert Métin : *L'instruction publique en Indo-Chine.*

Marius Richard : *L'outillage national.*

Jules Boissière : *L'unité morale de la race annamite.*

Dr Firmin Duguet : *Organisation chirurgicale des armées françaises.*

Paul Louis : *Le mouvement syndical dans le monde.*

L. Dumur : *La situation de la Suisse.*

H. Reimers : *La situation de la Norvège.*

Raoul Blanchard : *La région économique des Alpes françaises.*

Alexandre Ribot : *Le problème financier et la crise sociale.*

Léon Bourgeois : *L'action parlementaire et la prochaine législature.*

Paul Deschanel : *Programme social.*

J. Caillaux : *La réforme fiscale.*

Ch. Lyon-Caen : *Le régime parlementaire.*

Yves Guyot : *La politique douanière en France et aux États-Unis.*

Ch. Chaumet : *La Politique nouvelle.*

A. Le Chatelier : *La République et le Maroc.*

A. Huc : *Le programme radical.*

Emile Borel : *Les Universités, l'Enseignement supérieur et l'éducation nationale.*

André ... : *Littérature coloniale.*

Pierre ... : *Le régime de l'esclavage.*

Camille ... : *La crise artistique et l'attitude de l'Etat.*

Georges ... : *L'impôt sur le revenu dans la République de Florence.*

Gaston Jeze : *Pour l'établissement immédiat de lourds impôts.*

R. Beaughey : *Le régime des grandes Compagnies de chemins de fer.*

Joseph-Barthélemy : *Recrutement des ministres.*

Edoardo Giretti : *La question de la marine marchande en Italie.*

C. Léonce Labeille : *La politique navale de l'Allemagne.*

H. Hauser : *La question de Briey-Longwy.*

George Nestler Tricoche : *L'action française aux États-Unis.*

Jean Lescure : *Le placement des titres étrangers en France et la législation française.*

Henri Charriaux : *La pénétration allemande en Belgique.*

J.-L. Breton : *La R. P. et les républicains majoritaires.*

Philipp Morrell : *L'aurore du gouvernement libéral en Angleterre.*

A. Chassevaut : *Hygiène dans les pays récupérés.*

Jean Ajalbert : *La politique indo-chinoise.*

Gabriel Tochon : *L'utilisation industrielle des cours d'eau navigables.*

Félicien Challaye : *Le Japon moderne et la civilisation européenne.*

J.-M. Lahy : *Le système Taylor.*

Aug. Pawlowski : *La Normandie industrielle.*

P.-G. La Chesnais : *Le Soviet et la Paix.*

Michel Augé-Laribé : *Les transformations de l'agriculture française.*

Maxime Leroy : *La réforme judiciaire.*

Léon Duguit : *Les devoirs du Parlement.*

Des enquêtes sur la dépopulation; la solde des officiers; l'action parlementaire; l'Indo-Chine; l'Afrique Occidentale française; la représentation proportionnelle, etc.